Pour un rassemblement de la Gauche radicale

Déclaration du comité exécutif du NPA

jeudi 22 octobre 2009, par NPA / NPA l'Anticapitaliste (Date de rédaction antérieure : 22 octobre 2009).

Suite à la dernière rencontre unitaire et à la veille du Conseil national du PCF, le Comité Exécutif du NPA a adopté le texte suivant qui rappelle son approche, pour publication sous forme de tribune. Le document a été proposé à *Libération* et au *Monde*, sans succès. Il a donc été diffusé aujourd'hui (22/10/2009) aux agences de presse et aux médias sous forme de déclaration du Comité Exécutif du NPA.

Le Nouveau Parti Anticapitaliste s'adresse, quelques semaines après la rentrée et à quelques mois de l'échéance électorale des régionales, à toutes celles et tous ceux qui n'en peuvent plus de cette droite réactionnaire, mais qui ne veulent plus d'une gauche gestionnaire qui a renoncé à transformer la société. Ras le bol des attaques de la droite, mais assez d'une gauche plus préoccupée de rechercher l'alliance d'un homme de droite comme François Bayrou, des présidentielles de 2012 que d'opposer un front uni et cohérent au projet Sarkozyste.

Sans surprise le gouvernement utilise les marges de manœuvre que lui procurent les résultats des Européennes et l'absence d'opposition organisée, unie et déterminée face à sa politique. Du coup, la feuille de route des contre-réformes est observée dans toute sa rigueur touchant les acquis sociaux et les libertés publiques du plus grand nombre. Si bon nombre « d'affaires » qui se multiplient en cette rentrée ont leur fonction d'écran des problèmes réels, le népotisme, l'arbitraire et l'hyper autoritarisme du pouvoir de la droite, fonctionnent à plein, il est vrai permis par le fonctionnement des institutions de la V° république. L'enjeu est de taille, il s'agit de faire payer la crise du capitalisme, la crise écologique, à une majorité de la population qui n'en est pas responsable. Faire semblant que tout change (bonus, parachutes dorés, paradis fiscaux) alors que rien ne change.

Le projet de privatisation de La Poste est là comme un symbole du maintien du dogme libéral. Le débat lancé sur la taxe carbone, le « nouveau grenelle » sur les retraites et la réforme territoriale, pour ne prendre que ces exemples, ont comme point commun d'illustrer la facture de la crise. C'est en nous faisant travaillant plus, sans gagner davantage que le MEDEF et Sarkozy, entendent régler l'addition et sauvegarder leurs privilèges. Ce qui implique de travailler le dimanche, de remettre en cause les 35 heures, d'allonger la durée de cotisations pour les retraites, d'organiser de nouvelles coupes sombres dans les dépenses publiques en reformatant l'Etat (abandon de ses missions sociales au profit de priorités répressives). Alors même que chômage et licenciements, stagnation du pouvoir d'achat, frappent de plus en plus à la porte de la population, le pouvoir s'est fixé une nouvelle échéance clé dans la route d'une éventuelle réélection en 2012 : faire des régionales un test grandeur nature de rapports favorables au camp réactionnaire permettant une nouvelle phase d'offensives politiques et sociales.

C'est bien pourquoi les résistances et mobilisations de cet automne et la préparation des régionales forment une même séquence politique où doivent se combiner une opposition frontale au MEDEF et

à la droite, et la radicalité de réponses alternatives face à la crise, nécessitant l'unité et le rassemblement.

Car rien n'est fatal. La mobilisation qui a accompagné la consultation populaire pour défendre le service public postal, les luttes contre les licenciements qui commencent à se coordonner, l'impopularité manifeste de l'équipe gouvernementale et des principales mesures phares de celle-ci, montrent que le rapport de force peut s'inverser, que l'espoir peut changer de camp. Mais il est vrai, que l'absence de stratégie de mobilisation de la part des principales directions syndicales pèse lourd dans la situation. Les opérations de mise en œuvre d'un centre gauche, comme la priorité mise dans l'organisation de primaires pour la prochaine présidentielle permettant à chacun d'assister au spectacle de la multitude d'ambitions au PS et du vide du projet proposé, illustrent une nouvelle fois la défaillance d'une gauche d'adaptation qui n'a plus la volonté et les outils pour s'opposer sur le fond à la logique capitaliste et aux projets de la droite. Il y a eu suffisamment d'exemples en Europe pour connaître le coût de telles expériences.

Mais le résultat des européennes, dont on sait pourtant que par l'absence de participation électorale des classes populaires et des plus jeunes il n'est qu'une photographie partielle des rapports de force réels, donne du poids à une coalition rose-verts-orange qui soi-disant pourrait battre Sarkozy. C'est pourtant, de notre avis, l'histoire d'une défaite annoncée car une telle coalition ne contesterait Sarkozy que sur la forme de l'exercice du pouvoir et pas sur le fond de son projet de société. Cette coalition ferait l'impasse par exemple sur la répartition des richesses et ne chercherait pas dans les combats d'aujourd'hui à défaire les projets gouvernementaux.

C'est la brutalité de la situation qui exige un rassemblement sur des bases claires.
Il s'agit de savoir, au-delà de mobilisations unitaires contre le pouvoir, si la gauche radicale est au rendez-vous. Au rendez-vous des luttes et des confrontations sociales. Au rendez-vous des réponses anticapitalistes, à la définition d'un programme de rupture face au défi de la crise générale du système. Au rendez-vous des régionales. Des forces sont disponibles pour relever ces défis.

Qu'il s'agisse d'affronter dès maintenant un pouvoir impopulaire et lui infliger des reculs, des défaites sur le terrain social, celui des mobilisations et des résistances. Ou de remettre en cause l'hégémonie social-libérale ce qui implique de modifier en profondeur les rapports de force à gauche, de construire une gauche indépendante de la direction et des orientations du PS. Ces forces, nous les appelons la gauche radicale. Combien sommes-nous de militants de partis, syndicalistes, militants associatifs, féministes et écologistes qui enragent de cette situation ? Il est temps de s'unir dans la durée et dans la clarté. De se rassembler dans les luttes et dans les élections… C'est l'occasion de montrer que nous sommes capables, déterminés à affronter ce double défi.

C'est pourquoi le NPA a initié depuis cet été un processus de discussion entre différents partis politiques pour présenter ensemble des listes unitaires de la gauche radicale dans les 21 régions métropolitaines. Des listes qui soient ouvertes aux militants du mouvement social, mais où les partis politiques nationaux joueraient pleinement le rôle de levier, de mise en place d'un cadre national visant à regrouper autour d'un projet politique de rupture. Cette démarche s'est adressée au PCF, au Parti de Gauche, à Lutte Ouvrière, au Forum Social des Quartiers Populaires, aux Alternatifs et à la Fédération, au MPEP et à Socialisme et république, au PCOF comme à la Gauche unitaire. Nous avons tenu plusieurs réunions et adopté une déclaration et une méthode de discussion pour nous mettre d'accord sur un rassemblement de la gauche radicale.

La gauche d'adaptation tente de se rassembler, il est temps que la gauche radicale, indépendante de l'orientation du PS, qui refuse l'alliance avec le MODEM comme une nouvelle compromission avec la droite, s'unisse. Qu'elle s'unisse pour favoriser les mobilisations et les résistances, qu'elle s'unisse autour d'un programme de rupture. Qu'elle s'unisse par une stratégie indépendante du PS. C'est la

condition de la reconstruction d'un nouveau mouvement émancipateur. Oui, il faut battre la droite ; oui, il ne faut pas confondre un électeur socialiste d'un électeur UMP. Mais, dans le même temps, il faut enregistrer qu'existent deux gauches dotées de programmes contradictoires qui interdisent de gérer ensemble les régions. L'enjeu est bien plus élevé que la conquête négociée de quelques postes, il s'agit d'inverser les rapports de force à gauche, de redonner confiance au monde du travail, aux jeunes et de porter une perspective politique et sociale qui ose refuser tout licenciement, toute suppression de postes dans la fonction publique, qui se fasse le porte-parole de la convergence des luttes et des résistances dans le but de mettre un terme aux nuisances du capitalisme en soumettant les grandes banques et les grandes entreprises au contrôle des salariés et de la population.

Si les régionales permettaient d'avancer en ce sens, alors nous aurions fait un grand pas. À l'heure où nous écrivons, un premier rassemblement s'est opéré mais des obstacles subsistent en particulier parce que la direction du PCF se situe dans une perspective de reconduction d'une politique d'union de la gauche, de gestion des exécutifs avec le PS comme le revendique sa principale dirigeante. Pour autant il ne s'agit pas de renoncer mais de continuer à avancer en rassemblant les forces disponibles, c'est le sens de la politique unitaire menée par le NPA.

Le comité exécutif du NPA.
Montreuil, le 22 octobre 2009